



unipso flash hebdo

L'info juridique du secteur à profit social



NOTRE GOUVERNANCE

Évaluez la gouvernance de votre organisation !

Participez à l'une de nos 3 séances d'informations :

15/03
Namur

16/03
Liège

23/03
Bruxelles

N° 191

Sommaire – du 06 février au 3 mars 2017

[Vigie Moniteur Belge](#)

[Vigie des Gouvernements et Parlements](#)

[Vigie Europe](#)

[Actualités sociales](#)

Vigie Moniteur Belge

Arrêté royal du 30 janvier 2017 modifiant l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la **surveillance de la santé des travailleurs** ([MB 06-02-2017](#))

→ Plus d'info [via ce lien](#).

Arrêté royal du 18 décembre 2016 rendant obligatoire la CCT du 16 novembre 2015, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les **entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française**, relative au régime de chômage avec complément du "Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française" pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves ([MB 07-02-2017](#))

Arrêté royal du 31 janvier 2017 modifiant l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, en vue de l'harmonisation et de l'augmentation des montants de la réduction groupes-cibles lors de l'engagement d'un troisième à un sixième travailleur ([MB 07-02-2017](#))

→ Plus d'info [via ce lien](#).

Arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à **l'hébergement des personnes en difficultés sociales** ([MB 07-02-2017](#))

Arrêté royal du 20 décembre 2016 rendant obligatoire la CCT du 28 janvier 2016, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des **établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**, ajoutant un complément à la CCT du 7 mai 2002 relative à l'embauche compensatoire résultant de la réduction du temps de travail en fin de carrière pour les institutions et services pour adultes en difficultés ([MB 08-02-2017](#))

Arrêté du 18 janvier 2017 du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et la coordination des **contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions**, pris en exécution de l'article 61 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française ([MB 10-02-2017](#))

Arrêté ministériel du 22 décembre 2016 établissant le modèle type de contrat-programme prévu à l'article 79 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux **centres culturels**, et fixant la procédure de sa conclusion ([MB 10-02-2017](#))

Direction du Moniteur belge - Frais de publications ([MB 14-02-2017](#))

→ *Nouveaux tarifs à partir du 1^{er} mars 2017. Plus d'info [via ce lien](#).*

Arrêté royal du 25 décembre 2016 rendant obligatoire la CCT du 15 avril 2016, conclue au sein de la Commission paritaire pour le **secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé**, relative à l'octroi d'une allocation de fin d'année au personnel des établissements et services du secteur des "Centres de planning et de consultation familiale et conjugale" dépendant de la Région wallonne ([MB 14-02-2017](#))

Arrêté du 1^{er} février 2017 du Gouvernement de la Communauté française approuvant le règlement de l'**Office de la Naissance et de l'Enfance** relatif à l'autorisation d'accueil ([MB 15-02-2017](#))

Arrêté du 8 décembre 2016 du **Gouvernement de la Communauté germanophone** modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subsidiation des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé ([MB 15-02-2017](#))

Arrêté royal du 8 janvier 2017 rendant obligatoire la CCT du 15 décembre 2015, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les **entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**, en application de la CCT n° 118 du 27 avril 2015 du Conseil national du travail, fixant, pour 2015-2016, le cadre interprofessionnel de l'abaissement à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration ([MB 16-02-2017](#))

Arrêté royal du 8 janvier 2017 rendant obligatoire la CCT du 15 décembre 2015, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les **entreprises de travail adapté de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**, relative au régime de chômage avec complément du FSE ETAW à 58 ans avec un passé professionnel d'au moins 40 ans ([MB 16-02-2017](#))

Arrêté royal du 26 janvier 2017 portant exécution de l'article 12, § 2, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990 relative aux **mutualités et aux unions nationales de mutualités**, modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 2010 portant exécution de l'article 70, § 4, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990 et fixant la date de l'entrée en vigueur de l'article 39 de la loi du 17 juillet 2015 portant des dispositions diverses en matière de santé ([MB 17-02-2017](#))

Arrêté royal du 8 janvier 2017 rendant obligatoire la CCT du 21 décembre 2015, conclue au sein de la Commission paritaire pour le **secteur socio-culturel**, relative à la détermination du montant de la cotisation à payer par les employeurs pour financer le reclassement professionnel en 2016 et 2017 ([MB 20-02-2017](#))

Arrêté du 8 décembre 2016 du Gouvernement modifiant l'arrêté du 22 mai 2014 portant exécution du décret du 18 novembre 2013 visant à soutenir la culture en **Communauté germanophone** ([MB 20-02-2017](#))

Arrêté du 22 décembre 2016 du Gouvernement de la **Communauté germanophone** modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 1970 fixant les conditions d'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés ([MB 20-02-2017](#))

Arrêté du 12 janvier 2017 du Gouvernement de la **Communauté germanophone** modifiant l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif à l'organisation et au subventionnement des centres de jour pour personnes handicapées ([MB 20-02-2017](#))

Arrêté du 12 janvier 2017 du Gouvernement de la **Communauté germanophone** modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics ([MB 20-02-2017](#))

Arrêté royal du 10 janvier 2017 rendant obligatoire la CCT du 22 janvier 2016, conclue au sein de la **Commission paritaire du spectacle**, en exécution de la convention collective de travail n° 103, conclue le 27 juin 2012 au sein du Conseil national du travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière ([MB 23-02-2017](#))

Arrêté du 19 janvier 2017 du Gouvernement de la **Communauté germanophone** modifiant l'arrêté du Gouvernement du 22 mai 2014 relatif aux services et autres formes d'accueil d'enfants et l'arrêté du Gouvernement du 22 mai 2014 relatif aux accueillants autonomes ([MB 24-02-2017](#))

Arrêté du 8 février 2017 du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des **écoles de devoirs** ([MB 27-02-2017](#))

Arrêté royal du 10 janvier 2017 rendant obligatoire la CCT du 27 novembre 2015, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les **institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone**, instituant un fonds social et de garantie en Communautés française et germanophone et en fixant les statuts ([MB 28-02-2017](#))

Arrêté royal du 16 février 2017 fixant, pour l'année 2017, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises pour les employeurs dont les entreprises sont visées à l'article 2, 3°, b), de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises ([MB 02-03-2017](#))

➔ *Pour les entreprises sans finalité industrielle ou commerciale, le taux pour 2017 est maintenu à **0,02 %**.
Plus d'info [via ce lien](#).*

Arrêté du 9 février 2017 du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions des Titres XI et XIV du Livre V de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives à l'indexation de dispositions concernant les **services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées** ([MB 03-03-2017](#))

Vigie des Gouvernements et Parlements

Etat fédéral

Conseil des ministres :

Séance du 10 février 2017

- Plafond de rémunération pour le congé-éducation payé ([lien](#))

Séance du 17 février 2017

Séance du 24 février

Région wallonne

Gouvernement wallon:

Séance du 9 février 2017

- nouveau modèle wallon pour les **allocations familiales** ([lien](#))

Séance du 16 février 2017

- **Plan Prévention Santé**
Horizon 2030 - Les enjeux majeurs de la prévention et de la promotion de la santé en Wallonie ([communiqué de presse](#))

Séance du 23 février 2017 ([+ communiqué de presse](#))

Parlement wallon

Commission de l'emploi et de la formation : séance du mardi 14 février 2017 – [CR intégral](#)

- Réforme des aides à l'emploi – Auditions (pp.1-6)
- Question sur les avis du CESW sur les projets d'arrêtés ministériels de réforme des aides à l'emploi (pp.26-27)
- Question orale sur le stage de transition professionnelle (pp.29-31)

Commission de l'économie et de l'innovation : séance du mardi 14 février 2017 – [CR intégral](#)

- Question orale sur les sociétés coopératives et participatives (pp.26-28)

Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé : séance du mardi 14 février 2017 – [CR intégral](#)

- Question orale sur la concertation entre les secteurs liés à la problématique du sans-abrisme (pp.24-26)
- Question orale sur « le financement des relais sociaux (pp.26-27)
- Question orale sur le bilan de la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes (pp.31-32)

Séance plénière du mercredi 15 février 2017 – [CR intégral](#)

- Débat sur la réforme des allocations familiales (pp.46-56)
- Projet de décret modifiant le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et diverses dispositions relatives à la fonction consultative (pp.61-95)

Fédération Wallonie-Bruxelles

Gouvernement :

Séance du 8 février 2017

- Projet de décret modifiant le décret relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs.
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté déterminant certaines modalités relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs.
-

Séance du 15 février 2017

Séance du 22 février 2017

- Projet de décret portant exécution du protocole d'accord 2015-2016 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales et les pouvoirs organisateurs
- Octroi d'une subvention de fonctionnement aux centres culturels pour l'année 2017
- Octroi d'une dotation à la Commission communautaire française dans le cadre des négociations avec le secteur non marchand pour l'année budgétaire 2017

Parlement

Compte-rendus

Commission des Relations internationales et des Questions européennes, des Affaires générales, des Hôpitaux universitaires, des Professions des soins de santé et du Règlement, de l'Informatique, du Contrôle des communications des membres du Gouvernement et des Dépenses électorales :

Séance du mardi 20 février 2017 – [CR intégral](#)

- Question intitulée «Agrément des soins de santé» (pp.3-5)
- Question intitulée «État des négociations du Traité sur le commerce des services (ACS/TISA)» (pp.5-6)

Commission de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles : Séance du mardi 21 février 2017 – [CR intégral](#)

- Question intitulée «Prévention de la maltraitance des enfants et formations du secteur de l'AJ» (pp.4-5)
- Question intitulée «État des lieux des mesures prises en faveur des enfants placés en milieu hospitalier pour d'autres raisons que médicales» (pp.9-10)
- Question intitulée «Place du sport dans le plan "Autisme" » (pp.11-12)

Commission de l'Éducation : Séance du 21 février 2017 – [CR intégral](#)

- Question intitulée « Nouvelle étude sur l'enfance et la précarité: quelques conclusions en matière d'accueil en maternelle» (pp.15-16)
- Question intitulée «Statut des coordonnateurs» (pp.16-18)

Commission de la Culture et de l'Enfance : séance du 23 février 2017 – [CR intégral](#)

- Interpellation intitulée «État des lieux de la réforme des milieux d'accueil» (pp.4-11)
- Question intitulée «Ordonnance de la COCOM portant sur l'organisation des milieux d'accueil pour enfants» (pp.11-13)
- Question intitulée «Encadrement des opérateurs non agréés proposant des activités extrascolaires aux enfants de moins de 6 ans» (pp.13-14)
- Question intitulée «État des lieux des mesures prises en faveur des enfants placés en milieu hospitalier pour des raisons autres que médicales» (pp.14-15)
- Interpellation intitulée «Trajectoire budgétaire nécessaire à l'application du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels» (pp.15-19)

Vigie Europe

Conférence Européenne des Services Sociaux : du 26 au 28 juin à Malte

Organisée par le Réseau Social Européen (European Social Network), cette conférence se veut un lieu de débat, de rencontre et d'échange pour les professionnels européens du secteur public, privé et associatif aux niveaux local, régional et national, avec un objectif commun: améliorer la vie de leurs usagers en optimisant les services sociaux. La 25^{ème} ESSC est organisée en partenariat avec le Gouvernement Maltais qui présidera le conseil de l'Union européenne. Cette édition anniversaire explorera comment l'innovation et la technologie peuvent combattre l'exclusion sociale en améliorant la qualité des services sociaux.

Plus d'info [via ce lien](#).

Actualités sociales

www.notregouvernance.be : participez à une des 3 séances d'info pour évaluer et améliorer la gouvernance de votre entreprise sociale !

Notregouvernance.be est une nouvelle plateforme à destination des entreprises sociales qui désirent évaluer leur gouvernance. Mis en place par l'UNIPSO et la Fondation Roi Baudouin, l'outil se présente sous la forme d'un questionnaire en ligne, adressé aux membres des conseils d'administration et des (équipes de) direction(s). Sur base des réponses croisées de minimum trois répondants par structure, il fournit un rapport évaluatif, utile pour ouvrir le débat en interne, questionner et améliorer ses pratiques. Les quatre dimensions évaluées sont la qualité de la gouvernance, la résistance aux crises, les processus de décision organisationnels et enfin, la qualité et l'allocation des compétences de leadership. Pour les aborder, le questionnaire approche une douzaine de domaines, comme les procédures internes, les prises de décision au sein du CA et de la direction, l'implication des parties prenantes, mais aussi les capacités d'adaptation de l'organisation, le degré d'autonomie en son sein ou encore les réactions à trois cas pratiques.

Pour mieux connaître l'outil, **3 séances de présentation** sont organisées, en collaboration avec le Centre d'économie sociale de l'ULg qui a lui aussi étudié la gouvernance des entreprises sociales. Les rendez-vous sont à Namur le 15 mars, Liège le 16 mars et Bruxelles le 23 mars. Infos et inscription [via ce lien](#).

Source : [UNIPSO](#)

Rapport annuel du SIPPT - Formulaire à renvoyer avant le 1^{er} avril 2017

Chaque employeur, quelle que soit la taille de son entreprise, est tenu d'ériger un Service interne pour la prévention et la protection au travail (SIPPT). Ce SIPPT doit être composé d'au moins un conseiller en prévention, choisi parmi les membres du personnel. Dans les entreprises occupant moins de 20 travailleurs, l'employeur peut assumer lui-même cette fonction. Dans ce cas, il doit toujours faire appel, en plus, à un service externe pour la protection et la prévention au travail (SEPPT) agréé.

Chaque année, tout employeur est tenu d'envoyer un rapport sur le fonctionnement du SIPPT à la (aux) Direction(s) régionale(s) de la Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail compétente(s) pour son(ses) siège(s) d'exploitation. Ce rapport annuel, établi par le conseiller en prévention, doit être introduit dans les trois mois qui suivent l'année civile à laquelle il se rapporte, c'est-à-dire, pour l'année 2016, avant le 1^{er} avril 2017.

Plus d'info [via ce lien](#).

C'est l'AViQ! 1^{er} numéro du nouveau magazine trimestriel de l'AViQ

Au sommaire de ce premier numéro, un dossier sur le salon "Soins et Santé", des rubriques sur les aidants proches, sur les maladies infectieuses, sur le don d'organes, sur une vie de qualité... à domicile. Mais aussi les

questions fréquemment posées aux numéros gratuits Seniors et Handicap, la présentation de sites internet utiles, un agenda des salons et des évènements et une sélection d'ouvrages disponibles dans notre centre de documentation...

C'est l'AViQ" est disponible [en téléchargement](#) ou sur demande d'abonnement en précisant votre adresse postale (c'est gratuit) à l'adresse cestlaviq@avig.be.

Source : [AViQ](#)

Réforme APE : l'UNIPSO reste vigilante !

LE 16 février dernier, Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture un projet de décret portant réforme de la mesure APE. Si ce projet présente des points positifs pour les employeurs (pérennisation des postes, intégration de certains postes dans le champ de la réforme, simplification administrative, recrutement facilité, clarté de certaines conditions, etc.) et intègre certaines objections de l'UNIPSO, d'autres éléments repris dans le projet de décret sont susceptibles de fragiliser les employeurs. Retrouvez nos points d'attention sur le [site de l'UNIPSO](#).

Pour s'abonner à cette newsletter, [cliquez ici](#).

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, [cliquez ici](#).